

Les mesures de Berne pour réduire la bureaucratie ne font pas l'unanimité

ADMINISTRATION Le Conseil fédéral a présenté 28 dispositions pour alléger la charge réglementaire. Economiesuisse estime qu'il «faut en faire beaucoup plus» et l'Union patronale évoque des «mesurettes»

RICHARD ÉTIENNE

Allègements administratifs dans les domaines de la TVA et de l'impôt anticipé. Adaptation des permis concernant la durée du travail. Simplification pour un remboursement du supplément réseau. Ces quelques points figurent dans une liste de 28 mesures présentées dans un communiqué du Conseil fédéral publié mercredi.

Action sur deux axes

Elles doivent permettre à Berne de s'attaquer à la charge réglementaire qui pèse sur les entreprises et doper «la compétitivité de l'économie suisse». Dans un contexte de guerre commerciale et de droits de douane. Deux jours après, aussi, la publication d'une étude des milieux économiques selon laquelle la bureaucratie coûterait 30 milliards de francs par an

en Suisse. Economiesuisse, l'USAM et l'Union patronale affirment que réduire la réglementation libérerait des capacités équivalentes à plus de 55000 emplois.

Le Conseil fédéral, qui dit avoir déjà examiné la question cet été, propose d'agir sur deux axes: les conditions-cadres et la charge réglementaire. Tous les départements fédéraux ont fait leur introspection et, sur cette base, le Conseil fédéral a adopté son paquet de mesures, qui seront directement mises en œuvre par les départements responsables. Mais elles ne convainquent guère les milieux économiques contactés par *Le Temps*. \$

«Avec les conflits douaniers, le Conseil fédéral s'est mis à d'avantage écouter nos préoccupations de longue date sur le fardeau bureaucratique, et c'est à saluer», estime Cristina Gaggini, la directrice romande d'Economiesuisse. «Saluons aussi le fait que tous les départements fédéraux font cet effort et pas juste le Secrétariat à l'économie (Seco). Mais c'est seulement une première étape.» Il en faudra beaucoup d'autres pour réaliser les 30 milliards d'écono-

mies qui peuvent être faits dans ce cadre, selon elle.

Face à ce problème, le pays «ne s'est pas engagé dans un sprint mais dans un marathon», image Cristina Gaggini, en relevant que le Danemark et la Suède, en avance sur ces questions, sont à considérer comme des «benchmarks». Des progrès sur les fronts de la numérisation et de la standardisation des interfaces entre le monde des entreprises et celui de l'administration permettent là-bas de «ne pas demander trois fois la même information sous format différent», glisse-t-elle.

Incohérences évoquées

«La bureaucratie est un serpent de mer de la politique en Suisse», estime pour sa part Marco Taddei, le responsable romand de l'Union patronale suisse, en soulignant qu'en septembre 2023 a été adoptée la loi sur l'allègement des coûts et de la réglementation pour les entreprises. «Nous saluons ces mesures mais nous constatons aussi que pas grand-chose n'a été entrepris depuis la mise en place de cette loi, et qu'il a fallu le choc des droits de douane avec les Etats-

Unis pour que le Conseil fédéral sorte de sa torpeur, dit-il. Et ce n'est pas avec ces mesurettes qu'on va y arriver.»

Marco Taddei évoque des incohérences. Dans son «Monitoring de la bureaucratie», un document de référence, le Seco indique que ce sont, par exemple, les questions de droit et de sécurité au travail qui posent le plus de problèmes administratifs; or, elles sont tout juste effleurées dans les 28 mesures. «Si on veut lutter contre le fléau de la bureaucratie, il faut élargir le champ d'action aux cantons et aux communes, sinon c'est un coup d'épée dans l'eau», estime Marco Taddei. «Et traiter la question du zèle et de la culture administrative suisses. Rapprocher les fonctionnaires des milieux économiques et instaurer un dialogue donnent souvent de bons résultats», ajoute-t-il.

Dans certains domaines, comme le numérique, le Conseil fédéral procédera à un examen approfondi avant de proposer des allègements. Berne estime en effet que ces dossiers requièrent un certain investissement des collectivités et rendra compte de l'avancement de ses travaux à l'automne 2026. ■

Comment les groupes asiatiques de l'e-commerce grignotent le marché suisse

EXPANSION Les géants asiatiques de la vente en ligne continuent de tisser leur toile. Alors que les détaillants helvétiques dénoncent une distorsion de concurrence, une régulation efficace de ces plateformes tarde à se déployer

ALEXANDRE BEUCHAT

Il ne se passe pas une semaine sans que les géants chinois du commerce en ligne ne fassent les gros titres. Entre l'affaire des poupées à caractère pédopornographique vendues sur Shein et un rapport de Greenpeace mettant en lumière la présence de substances chimiques dangereuses dans certains vêtements, les polémiques se multiplient. Emblème des excès de l'ultra *fast-fashion*, Shein est désormais dans le colimateur de l'Union européenne: Bruxelles l'accuse de représenter un «risque systémique» pour les consommateurs, tandis que les eurodéputés souhaitent faciliter la suspension de certains sites.

En l'espace de quelques années, l'expansion de ces plateformes est devenue une source majeure d'inquiétude pour le commerce de détail helvétique. Selon Dagmar Jenni, directrice de Swiss Retail Federation, «l'afflux des dépenses

vers ces sites atteint environ 1,5 milliard de francs cette année. Une valeur ajoutée considérable part ainsi à l'étranger, affaiblissant la place commerciale suisse. En termes d'emplois, cela correspond à environ 4500 postes qui pourraient être créés dans le commerce de détail suisse.»

Pour la directrice de l'association suisse des commerces de détail, «il est particulièrement choquant que les plateformes chinoises continuent d'être favorisées. Par exemple, elles ne sont pas tenues de respecter les mêmes normes de sécurité des produits que les commerçants suisses, bien qu'elles s'adressent à la même clientèle. C'est tout simplement injuste et conduit à une concurrence clairement faussée.»

Un essor fulgurant

Selon les estimations du spécialiste de l'e-commerce Carpathia, Temu a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 700 millions de francs en Suisse, et Shein de quelque 250 millions. Temu se place loin derrière l'allemand Zalando, dont le chiffre d'affaires suisse est évalué à 1,7 milliard, et Digitec Galaxus, qui affiche des ventes de 2,8 milliards. Cet essor est néanmoins impressionnant, surtout si l'on

considère que la plateforme n'est présente sur le marché suisse que depuis deux ans et demi.

Les chiffres sont vertigineux: jusqu'à 500 000 colis en provenance d'Asie transitent chaque jour par les aéroports suisses. Les secteurs les plus touchés sont les textiles et accessoires, les articles de décoration, les jouets et les appareils électroniques. «Mais cette liste ne cesse de s'allonger et concerne aujourd'hui non seulement le commerce de détail, mais aussi de plus en plus l'artisanat», souligne Dagmar Jenni.

La majorité des produits vendus via ces plateformes sont des vêtements. «Les marques et détaillants du segment de prix inférieur sont directement touchés et sous pression», relève le directeur de l'association Swiss Textiles, Peter Flückiger. La consommation totale de vêtements en Suisse est stable, à près de 6 milliards, fait-il remarquer. Les plateformes en ligne étrangères ont réalisé l'an dernier environ 600 millions avec des articles de mode. «Ce qui correspond à une part de marché d'environ 10%, au détriment des acteurs déjà implantés.»

Certains détaillants suisses expriment ouvertement leur désarroi. «Ces plateformes

donnent l'impression que plus rien n'a de valeur», déplore Jess Montini, codirecteur de Metro Boutique, qui compte 24 points de vente en Suisse et 430 employés. «Contrairement à Zalando, Temu et Shein pratiquent une concurrence déloyale et ne respectent aucune des règles qui nous sont imposées. Nos magasins sont inspectés chaque mois, alors que personne ne contrôle les milliers de colis qui arrivent quotidiennement en Suisse», ajoute-t-il.

Les nouveaux géants de l'e-commerce ne représentent toutefois qu'une partie du problème. Jess Montini déplore le manque de soutien des autorités: «Nous avons l'impression de devoir agir seuls. Contrairement à d'autres secteurs, aucune aide ne nous est accordée. Les centres-villes se vident, mais personne ne prend réellement le problème à bras-le-corps.»

Un dossier pas prioritaire

Pendant ce temps, une régulation efficace des plateformes tarde à se mettre en place, malgré une prise de conscience de leurs effets délétères.

Puisque les clients qui achètent sur des plateformes étrangères sont considérés comme des importateurs directs, ni Temu, ni Shein,

ni les fabricants qui y vendent leurs produits ne sont tenus de respecter les mêmes normes de sécurité. Des politiciens de tous bords ont dénoncé cette situation en déposant plusieurs motions au parlement. D'autres interventions parlementaires sont pendantes, comme l'obligation pour les grands détaillants en ligne de désigner un représentant légal en Suisse afin de garantir le respect des lois nationales.

«Temu et Shein pratiquent une concurrence déloyale et ne respectent aucune des règles qui nous sont imposées»

JESS MONTINI, CODIRECTEUR DE METRO BOUTIQUE

Pourtant, le Bureau du Conseil national et celui du Conseil des Etats, qui fixent l'ordre du jour des sessions, semblent ne pas accorder de priorité à ce dossier. «C'est totalement incompréhensible,

s'insurge Dagmar Jenni, d'autant plus que des tests réalisés en Suisse et à l'étranger révèlent régulièrement l'introduction de produits dangereux, nocifs pour la santé ou contrefaits. Malgré cela, ces interventions n'ont toujours pas été traitées à ce jour! »

Bientôt de l'alimentaire?

L'association n'exclut pas des mesures supplémentaires. Il pourrait s'agir d'une taxe sur les colis afin de financer les contrôles douaniers, voire de blocages temporaires de sites web si les normes de sécurité des produits continuent d'être ignorées.

Avec le modèle dit «*local to local*», Temu tente désormais d'attirer des commerçants suisses pour vendre via sa plateforme. «On peut prévoir que, à l'avenir, des produits alimentaires et des articles de bricolage seront également proposés», estime Dagmar Jenni. Le choix d'intégrer des commerçants suisses et donc de monter en gamme reste cependant risqué pour Temu. Les produits locaux sont plus chers que les importations chinoises, et c'est justement le prix qui était jusqu'ici l'atout majeur du site. L'avenir dira dans quelle mesure cette stratégie porte ses fruits. ■

MACROÉCONOMIE

La pénurie de personnel qualifié poursuit son recul

EMPLOI. Le ralentissement économique et la progression du chômage atténuent les tensions sur le marché de l'emploi en Suisse.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée a continué de diminuer en Suisse en 2025, pour la deuxième année consécutive, en raison du ralentissement économique. Les emplois vacants d'employés de bureau ainsi que de communicants ou d'informaticiens ont ainsi nettement diminué.

L'indice qui mesure cette pénurie de main-d'œuvre qualifiée est inférieur d'environ 22% à celui de 2024, se rapprochant du niveau d'avant la pandémie de Covid, indique une étude du groupe Adecco Suisse et du Moniteur du marché de l'emploi suisse de l'Université de Zurich dévoilée mercredi.

Si la demande en personnel qualifié reste particulièrement forte dans les secteurs de la santé, de la construction et de la technologie, elle est en revanche en baisse dans les professions administratives, informatiques et financières, montre-t-elle.

Hausse des demandeurs d'emploi

Cette pénurie en perte d'ampleur s'explique d'une part par un recul du nombre de postes vacants (-8%), mais aussi par la progression du nombre de demandeurs d'emploi (+17%) dans le pays par rapport à l'année précédente, le taux de chômage étant passé de 2,3% en 2024 à 2,8% en 2025.

Dans le secteur de la santé, où les besoins sont élevés, le manque de main-d'œuvre qualifiée est encore une fois cette année particulièrement notable, qu'ils soient médecins spécialistes, infirmiers ou pharmaciens, et cela en



keystone

Spécialistes. Dans le secteur de la santé, le manque de main-d'œuvre qualifiée est encore une fois cette année particulièrement notable, qu'ils soient médecins spécialistes, infirmiers ou pharmaciens.

raison du vieillissement de la population et du besoin accru en soins. Viennent ensuite les chefs de chantier, contre-

maîtres et responsables de production, très recherchés compte tenu des carnets de commandes bien remplis, puis

les ingénieurs, malgré les difficultés de l'industrie MEM, et enfin les électriciens. Dans l'ensemble de ces professions,

la pénurie a cependant fléchi par rapport à l'année antérieure, souligne l'étude.

L'IA en remplacement

Le manque de personnel qualifié se fait par contre moins sentir chez les employés administratifs et commerciaux, ainsi qu'au sein des professions liées aux technologies de l'information, à la communication et à l'informatique, la baisse étant qualifiée de «significative».

«Ces deux groupes sont considérés comme particulièrement exposés à l'intelligence artificielle (IA)», pointe l'étude. «L'utilisation accrue de l'IA modifie déjà le monde du travail: les emplois les plus exposés à l'IA enregistrent moins d'offres d'emploi et un taux de chômage plus élevé», déclare à ce sujet Marcel Keller, président national d'Adecco Suisse, dans un communiqué.

En termes de région, la pénurie de main-d'œuvre a diminué le plus fortement en Suisse alémanique (-23%) en comparaison à la Suisse latine (-17%). (awp)

L'importance des multinationales suisses

La moitié des personnes travaillant en Suisse dans un groupe sont employées par une multinationale dont l'actionnariat est majoritairement helvétique. Cela représentait quelque 2,14 millions de personnes en 2024, a indiqué jeudi l'Office fédéral de la statistique (OFS). L'année dernière, les entreprises contrôlées par des groupes représentaient 66.293 entités légales en Suisses et employaient 2.136.580 personnes, en hausse respectivement de 4,6% et de 1,0% sur un an, a précisé l'OFS dans sa «statistique des groupes d'entreprises».

Les multinationales suisses ont créé davantage de postes de travail, enregistrant une hausse de 1,4%, contrairement aux homologues étrangères dont le nombre d'entités (+1,4%) et d'emplois (+0,2%) ont augmenté moins que la moyenne. Sur dix ans toutefois, la dynamique est inverse.

Les groupes d'entreprises concentrent plus de deux emplois sur cinq de l'économie marchande, notent les statisticiens fédéraux.

Les chiffres d'affaires cumulés ont fortement reculé, de près de 16%, en 2023 à 2570 mil-

liards de francs, en raison du tassement des recettes des multinationales sous contrôle suisse (-12,9%) et celles des multinationales étrangères (-18,2%).

L'OFS constate par ailleurs une forte concentration, puisque les groupes réalisant plus de 750 millions de francs de revenus – principalement étrangers – couvrent 83% du total.

Les multinationales suisses génèrent deux fois moins de chiffre d'affaires que celles sous contrôle étranger. (awp)

Politiker und Experten kritisieren Hürde für Frühpensionierung

Altersvorsorge Der Bezug der zweiten und der dritten Säule soll künftig erst ab 63 Jahren möglich sein. Was würde diese Einschränkung für die Erwerbstätigen bedeuten? Ist sie sinnvoll?

Markus Brotschi

Der Bundesrat will die Arbeitskräfte möglichst lange im Erwerbsprozess halten. Deshalb sollen Altersleistungen aus der 2. und der 3. Säule erst dann bezogen werden können, wenn auch die AHV-Rente ausgerichtet wird. Einen entsprechenden Vorschlag macht der Bundesrat für die nächste AHV-Reform. Der Vorbezug der AHV wäre demnach frühestens mit 63 Jahren möglich, zwei Jahre vor dem Referenzalter 65. Bei den meisten Pensionskassen ist ein Kapital- oder Rentenbezug heute ab 58 möglich. Vorsorgekapital der Säule 3a kann ab 60 Jahren bezogen werden.

— **Würde das höhere Mindestalter Frühpensionierungen verhindern?**

Die Leistungen der Altersvorsorge wären erst ab 63 Jahren erhältlich. Da die allermeisten Pensionierten in der Schweiz auf eine Rente und Vorsorgeleistungen angewiesen sind, würde dies die Frühpensionierung einschränken. Viele Details zum bundesrätlichen Plan sind noch offen, etwa ob die Einschränkung nur für den Bezug der im gesetzlichen Obligatorium angesparten Gelder gelten soll. In der Regel betreffen die gesetzlichen Bestimmungen der beruflichen Vorsorge (BVG) tatsächlich nur das Obligatorium. Falls der Bundesrat das Mindestalter 63 nur fürs Obligatorium einführen will, könnten sogenannt überobligatorisch angesparte Gelder weiterhin früher bezogen werden. Für Gutverdiener mit sehr hohem Vorsorgevermögen wäre deshalb die Frühpensionierung vor 63 weiterhin möglich, der Mittelstand würde hingegen faktisch gezwungen, mindestens bis 63 zu arbeiten.

— **Welche Probleme stellen sich mit einer höheren Altershürde für die Vorsorge?** Werden Arbeitnehmende wenige Jahre vor Erreichen des Rentenalters entlassen, entscheiden sich heute manche für den Vorbezug einer Pensionskassenrente oder des Alterskapitals. Mit einer Bezugshürde von 63 Jahren wären beispielsweise 62-Jährige bei ihrer Entlassung faktisch gezwungen, Arbeitslosengeld zu beziehen, statt die Frühpensionierung zu wählen.

Oft gibt es bei Entlassungen Sozialpläne, die für ältere Arbeitnehmende den Vorbezug der Pensionskassenrente ohne grössere Einbussen ermöglichen. Solche Regelungen wären infrage gestellt, ausser es gäbe für diese Fälle Ausnahmen. In manchen Berufsgruppen – etwa im Baugewerbe, bei der Polizei, für Piloten – sind Frühpensionierungen wegen der hohen Arbeitsbelastung vorgesehen. Da müsste es ebenfalls Ausnahmen geben.

— **Was würde die höhere Altershürde für die 3. Säule bedeuten?** Viele Erwerbstätige haben mehrere Konten der Säule 3a. Dies



Personal im Detailhandel kann sich die Frühpensionierung häufig schon heute nicht leisten. Symbolfoto: Keystone

20 Prozent der Erwerbstätigen sind im Alter von 62 bereits pensioniert.

ermöglicht den gestaffelten Bezug der freiwilligen Altersvorsorge über mehrere Jahre hinweg. Der Grund ist die Steuerprogression für Kapitalbezüge: Wer sein Geld auf mehrere Konten verteilt, kann Steuern sparen. Heute kann das Vorsorgekapital der Säule 3a ab 60 bezogen werden. Neu würde auch hier das «Mindestalter» 63 gelten.

— **Wie fallen die politischen Reaktionen zum Plan des Bundesrats aus?** FDP-Nationalrat Andri Schmidtspricht von einer «blöden Idee», die es zu verhindern

gelte. «Ich kann nicht verstehen, warum der Bundesrat einmal mehr die Selbstvorsorge und die Eigenverantwortung massiv einschränken will.» Der Vorschlag sei Gift für das Vertrauen der Erwerbstätigen in die 2. und die 3. Säule. Nicht Überregulierung, sondern Flexibilität sei in der Altersvorsorge gefragt.

Auch Mitte-Ständerat Erich Ettlin hält den Plan des Bundesrats für «falsch». «Wer es sich leisten kann, wird sich auch künftig frühzeitig pensionieren lassen.» Ettlin hat Rückmeldungen von verärgerten Bürgerinnen und Bürgern erhalten, die sich ei-

nen Plan für ihre Frühpensionierung zurechtgelegt haben.

Die geplanten Einschränkungen für die 2. und die 3. Säule lehne die SVP klar ab, sagt Fraktionschef Thomas Aeschi. «Der Bundesrat hat den Auftrag, ein Sanierungspaket für die AHV vorzulegen.» Änderungen bei der 2. und 3. Säule gehörten nicht zum Auftrag.

Für SP-Fraktionschefin Samira Marti ist die Altershürde für die 2. Säule dann sinnvoll, wenn nicht Frühpensionierungen wie etwa im Baugewerbe torpediert werden. Zudem müsse der Leistungsbezug für mittlere und tiefe Einkommen bei Arbeitslosigkeit weiterhin früher möglich sein.

Der Schweizerische Gewerkschaftsbund hält eine Erhöhung des Bezugsalters in der 2. Säule für «eher schwierig». In jedem Fall seien aber Ausnahmen für berufsbezogene Frühpensionierungen und bei Arbeitslosigkeit zwingend, sagt Co-Sekretariatsleiterin Gabriela Medici.

— **Wie viele Erwerbstätige lassen sich in der Schweiz mehr als zwei Jahre vor dem AHV-Referenzalter pensionieren?**

Rund 20 Prozent der Erwerbstätigen sind im Alter von 62 bereits pensioniert. Dies zeigen Daten des Bundesamtes für Statistik von 2024. Da zum Zeitpunkt der Erhebung für Frauen noch Rentenalter 64 galt, lohnt es sich, die Frühpensionierungsquoten von Männern und Frauen getrennt zu betrachten. Denn für Frauen war nach alter Regelung der AHV-Vorbezug bereits mit 62 möglich, für Männer mit 63. Bei den Männern ging ein Fünftel mindestens drei Jahre vor dem offiziellen Rentenalter in Pension. Bei den Frauen waren es drei Jahre vor dem offiziellen Rentenalter, also mit 61, nur 12 Prozent. Mit 58 Jahren, dem heute frühestmöglichen Zeitpunkt des Pensionskassenbezugs, waren 6 Prozent der Männer und 5 Prozent der Frauen pensioniert.

— **Was sagt der Pensionskassenexperte zur höheren Hürde für Frühpensionierungen?**

Nach Ansicht von Roger Baumann, Pensionskassenexperte beim Beratungsunternehmen C-Alm, löst der Plan des Bundesrats das Problem des Fachkräftemangels nicht. Jene, die sich heute eine Pensionierung mit 62 oder früher leisten könnten, seien in der Regel Kaderangestellte. «Das sind nicht jene Arbeitskräfte, die die Wirtschaft länger im Erwerbsprozess behalten will.» Der Mittelstand könne sich hingegen bereits heute eine Frühpensionierung vor dem Eintritt ins AHV-Alter oft nicht leisten. Zu hoch seien die Renteneinbussen durch den Vorbezug. Zudem sei die berufliche Vorsorge grundsätzlich das falsche Instrument, um den Arbeitsmarkt zu steuern, sagt Baumann. Ein solch «massiver Eingriff» lasse sich nicht rechtfertigen mit dem Ziel, Frühpensionierungen zu verhindern.

Comment les Suisses préparent financièrement leur retraite

Grande enquête Swiss Life dévoile un panorama de la prévoyance où l'on constate que la population active a des craintes et certaines lacunes concernant l'épargne pour leurs vieux jours.

Arthur Grosjean

Commençons par la bonne nouvelle. Près de la moitié de la population en Suisse affirme vivre bien, voire très bien. Mais une majorité de personnes actives entre 18 et 64 ans craint qu'elle n'arrivera pas à maintenir son niveau de vie après 65 ans. Et beaucoup n'épargnent pas de façon optimale pour les vieux jours.

Telles sont les conclusions qu'on peut tirer d'une vaste étude dévoilée ce jeudi par Swiss Life, un des grands assureurs suisses. L'entreprise s'est appuyée sur les données de ses clients, sur les chiffres des organismes publics et sur une enquête représentative auprès de 3500 personnes de 18 à 80 ans pour broser un panorama de la prévoyance.

Nous en avons sélectionné quatre enseignements.

1 Une majorité est satisfaite mais...

Environ la moitié de la population suisse affirme pouvoir joindre les deux bouts facilement, voire très facilement. Cela place la Confédération en 2^e position derrière le Danemark en Europe. Et plus on est vieux, plus on est à l'aise financièrement. Toutefois, 24% des personnes interrogées déclarent éprouver des difficultés financières. Selon la dernière étude de la Confédération, 8,1% des Suisses étaient même en dessous du seuil de pauvreté (2315 fr. par mois pour une personne seule).

La satisfaction globale tend cependant à s'éroder depuis 2021, tant chez les actifs que chez les retraités, à cause de la hausse vertigineuse des primes



Seuls 42% des actifs sont confiants dans leur capacité à maintenir leur niveau de vie une fois à la retraite.

de caisse maladie (citée par 51% des répondants ayant vu leur situation se dégrader) et de l'augmentation des prix des biens de consommation (35%). L'avenir inquiète aussi: 42% des 18-80 ans citent le maintien du niveau de vie comme principal défi financier à venir, devant la prévoyance santé (37%) et la constitution de réserves financières (35%).

2 Des connaissances financières surestimées

Cinquante-huit pour cent des sondés estiment avoir de bonnes connaissances en matière de prévoyance et de placements. Où

Seule la moitié des 40 à 64 ans estime être bien préparée à la retraite.

ont-ils acquis ce savoir? Manifestement pas à l'école. Les trois sources d'information prioritaires sont les conseillers bancaires, la famille et les conseillers en prévoyance d'assurance ou de caisses de pension.

Pourtant, quand on teste les gens sur leurs connaissances en matière de prévoyance, on s'aperçoit qu'ils surestiment

grandement leur savoir. S'ils arrivent à expliquer le système des trois piliers, ils sont très nombreux à sécher sur la déduction de coordination ou le plafonnement de la rente AVS. À noter que les hommes se surestiment bien plus que les femmes, qui n'ont pas de problème à avouer qu'elles ne savent pas.

3 On épargne plus, mais on continue de douter

Environ trois personnes sur cinq peuvent mettre de l'argent de côté. Le reste d'entre elles dépensent autant d'argent qu'elles en gagnent (31%), puisent dans leurs économies (10%) et s'en-

dettent (2%). Il y a des grandes différences selon les ménages. Des couples sans enfants vont épargner beaucoup alors qu'une mère célibataire peinera à le faire. À signaler que le taux d'épargne est en hausse depuis la pandémie.

On épargne davantage mais le doute subsiste. Seule la moitié des 40 à 64 ans estime être bien préparée à la retraite. Pourtant, la population active ne semble pas encline à vouloir changer son comportement. Seuls 15% veulent dépenser moins alors que deux tiers comptent surtout sur des facteurs exogènes (coûts de la vie plus faibles, frais de santé moins élevés à la retraite, hausses de salaire) pour améliorer leurs perspectives financières.

4 Épargne et stratégie de placement

La population reste largement attachée au cash et à l'épargne sur des comptes bancaires. Ils n'investissent que peu dans des actions alors qu'elles sont plus rentables sur le long terme. Les principales raisons invoquées pour ne pas investir sont le manque de connaissances ou de temps (53%), une fortune insuffisante (44%) et la perception que les actions sont trop risquées (30%).

Bonne nouvelle pour terminer. Si seuls 42% des actifs sont confiants dans leur capacité à maintenir leur niveau de vie habituel une fois à la retraite, il existe un espoir pour les autres. Quand on interroge les retraités actuels, 71% d'entre eux affirment avoir pu maintenir leur train de vie. Pourvu que ça dure...

Les hôpitaux suisses ont un besoin urgent de soins intensifs pour survivre

SANTÉ La faïtière H+ a présenté hier à Berne une étude sur le paysage hospitalier. Les résultats sont alarmants et montrent la nécessité d'une transformation en profondeur des pratiques actuelles

ANNICK CHEVILLLOT, BERNE

Les mots sont forts: «Le statu quo n'est pas une option.» «Il faut sortir de l'impasse.» «Une transformation du paysage hospitalier est incontournable.» Réunis hier à Berne, les responsables de la faïtière des hôpitaux suisses (H+) ont présenté les résultats d'une étude réalisée par PwC, leader de l'audit et du conseil en Suisse.

Le constat dressé dans «Perspectives d'avenir pour le paysage hospitalier suisse» est limpide: «Les hôpitaux et les cliniques sont soumis à une énorme pression des coûts, qui va encore s'accroître avec l'évolution démographique et les progrès technologiques. Les problèmes sont structurels: sans modernisation, ils seront de plus en plus difficiles à surmonter.» Pour Guido Speck, membre du comité de H+ et directeur de l'hôpital de Winterthour, c'est vite vu: «Sans changements dans le paysage hospitalier, on court à la catastrophe».

Mais de quelle catastrophe parle-t-on? Elle est avant tout financière, mais concerne également la pénurie de personnel et la qualité des soins. Le constat dressé le 25 novembre par l'Office fédéral de la statistique (OFS) ne laisse planer aucun doute: «62% des hôpitaux publics affichaient une perte en 2024, alors qu'ils étaient 37% parmi les établissements privés. Deux hôpitaux sur trois ont vu leur situation financière se dégrader par rapport à 2023.» Un diagnostic que nuance l'OFS: «Les hôpitaux suisses ont enregistré une hausse de leurs recettes de 3,6% entre 2023 et 2024, atteignant 36,6 milliards de francs. Les charges ont progressé plus modérément (2,3%) pour s'établir à 36,95 milliards. L'exercice 2024 se solde ainsi par une perte de 347 millions de francs, en amélioration par rapport aux 777 millions enregistrés en 2023.» Concrètement, cela signifie que malgré une diminution des déficits, la majorité des hôpitaux souffrent.

Avec près de deux tiers des établissements hospitaliers du pays dans les chiffres rouges, une contraction du secteur semble inévitable. Pour autant, les dirigeants de la faïtière des hôpitaux se refusent à quantifier le nombre d'hôpitaux nécessaires au pays. «Pour nous, il

s'agit de transformer, pas de démanteler», a insisté Anne-Geneviève Bütikofer, directrice de H+. De son côté, Alessandro Bressan, membre du comité de HH+et directeur de l'Ente ospedaliero cantonale à Bellinzone, estime que comme «plusieurs hôpitaux sont dans les chiffres rouges, ils devront fermer si on n'agit pas. La transformation du paysage hospitalier se fera, qu'on le veuille ou non.» Paul Sailer, auteur de l'étude et directeur de PwC Suisse, refuse également de donner une évaluation. Il concède néanmoins que «la transformation va certainement mener à des fermetures d'hôpitaux».

Vers un bouleversement majeur

La diminution du nombre d'établissements entamée en 2010 devrait donc se poursuivre à l'avenir. Et ce d'autant plus que le système hospitalier actuel favorise les surcapacités hospitalières, comme le confirme la récente étude menée par le surveillant des prix et publiée hier. On y lit notamment qu'avec «4,4 lits d'hôpitaux pour 1000 habitants et une durée moyenne de séjour de 8,4 jours, la Suisse dispose de capacités supérieures à la moyenne» internationale.

Reste à savoir si cette évolution baissière se fera de manière sauvage, faillite après

faillite, ou si elle peut être concertée et coordonnée. Paul Sailer de PwC en est convaincu, «si elle est incontournable, la transformation est aussi réalisable». En ciblant les besoins, il sera possible de garantir à long terme la qualité, l'accessibilité et l'économicité des soins. Regine Sauter, conseillère nationale (PLR/ZH) et présidente de H+, se montre confiante: «L'étude montre là où il faut agir et quelles conditions-cadres sont requises pour une transformation durable du paysage hospitalier.»

Trois leviers ont été identifiés pour réussir ce bouleversement: prise en charge échelonnée, accélération du transfert vers l'ambulatoire et numérisation. La politicienne zurichoise l'assure: «Les hôpitaux et les cliniques sont prêts à développer les réseaux de soins, à proposer davantage de prestations en ambulatoire et à aller de l'avant avec l'innovation numérique.» Elle met néanmoins en garde: «En l'absence de meilleures conditions-cadres, les propriétaires d'hôpitaux devront procéder à d'autres opérations de sauvetage.»

Pour éviter autant que possible ces opérations d'urgence, H+ a formulé neuf revendications pour opérer une transformation concertée, la moins douloureuse possible et permettant de garantir des

soins de qualité. En premier lieu, il s'agit d'assurer un financement dit «fiable». En d'autres termes, la faïtière demande des tarifs qui couvrent les coûts réels des hôpitaux. Et elle espère que le parlement prendra ses responsabilités dans ce sens. Une revendication également formulée pour négocier correctement le virage de l'ambulatoire. «Ce transfert n'est pas possible si le financement ne couvre pas les coûts», relève-t-on chez H+.

Dans le paquet, H+ demande encore que la planification des soins soit modernisée en se basant sur les bassins d'approvisionnement et les flux de patients réels. Cela implique une coordination qui va au-delà des frontières cantonales. La réduction de la bureaucratie, le renforcement de la qualité et de la sécurité des patients mais aussi de la coopération et des réseaux, l'accélération de la numérisation sont également au menu. Enfin, la pénurie de personnel appelle une réflexion nationale. But d'une telle stratégie: garantir la main-d'œuvre nécessaire aux hôpitaux.

Le programme est ambitieux, mais chez H+, on en est convaincu: «Si les responsables politiques, les assurances maladie, les hôpitaux et la population» s'unissent, il sera possible de sortir les hôpitaux des soins intensifs. ■

Chancy et Avully sont les moins bien loties financièrement

Classement des communes Le calcul se base notamment sur les revenus fiscaux de la commune rapportés au nombre d’habitants. Cologny demeure première du classement.

Caroline Zumbach

Chancy, Avully et Aire-la-Ville. Voici les trois communes ayant les capacités financières les plus faibles du Canton. Si la Champagne est particulièrement désavantagée, les communes de la Rive gauche, Cologny en tête, restent en haut du classement.

L’indice de capacité financière 2026, dévoilé récemment par le Canton, prend notamment en compte les revenus fiscaux de la commune en question rapportés à son nombre d’habitants, au nombre d’élèves dans ses écoles et des mètres carrés du domaine public à sa charge. Ce calcul intègre également les centimes additionnels de chacune des communes, des exercices des années 2022, 2023 et 2024.



«Nos populations sont principalement constituées de personnes ayant des situations financières modestes.»

Xavier Beuchat
Conseiller administratif de Chancy

Ainsi, avec un indice de 37,58, Chancy pointe en dernière position devant Avully (37,90), Aire-la-Ville (39,60) et Avusy (40,46). À l’autre bout du classement, Cologny (478,69) devance largement Corsier (396,78) et Anières (311,70).

Faible tissu économique

Comment expliquer qu’une majorité des communes de la Champagne occupent le bas du classement? Le conseiller administratif de Chancy, Xavier Beuchat, et le maire d’Avully, Vincent Mottet, avancent deux explications principales: «Nous n’avons pas de gros contribuables. Nos populations sont principalement constituées de personnes ayant des situations financières modestes. Nos rentrées fiscales sur les personnes sont donc faibles», indique le premier.

Le second ajoute: «À quelques exceptions près, nos communes ont extrêmement peu de tissu économique à part des agriculteurs et quelques commerces, soit des activités qui sont peu rémunératrices en termes de revenu fiscal sur les personnes morales.»

Peu de zones de construction

La situation financière de ces Mairies est-elle vouée à être mauvaise *ad aeternam*? «C’est compliqué pour nous d’attirer

Capacité financière et péréquation intercommunale

Dans le canton de Genève en 2026

	Communes	Indice de capacité financière	Verse ou reçoit	En millions de francs
1	Cologny	478,69	Verse	24,60
2	Corsier	396,78	Verse	19,10
3	Anières	311,70	Verse	3,90
4	Genthod	271,03	Verse	6,00
5	Chêne-Bougeries	264,86	Verse	18,90
6	Vandœuvres	214,40	Verse	2,70
7	Collonge-Bellerive	197,72	Verse	2,80
8	Plan-les-Ouates	193,42	Verse	18,30
9	Russin	137,87	Verse	0,68
10	Pregny-Chambésy	134,01	Verse	1,30
11	Carouge	123,61	Verse	8,50
12	Meyrin	108,06	Verse	14,80
13	Genève	107,96	Reçoit	34,00
14	Satigny	105,40	Verse	2,40
15	Jussy	102,76	Verse	1,60
16	Céligny	98,54	Verse	0,44
17	Choulex	98,47	Verse	0,75
18	Presinge	86,10	Verse	0,17
19	Hermance	78,64	Verse	0,30
20	Lancy	78,25	Verse	0,06
21	Bellevue	76,93	Verse	0,96
22	Veyrier	73,98	Reçoit	3,02
23	Troinex	69,79	Reçoit	1,63
24	Grand-Saconnex	65,30	Reçoit	3,60
25	Meinier	63,35	Verse	0,22
26	Vernier	57,88	Verse	4,60
27	Cartigny	56,73	Reçoit	0,50
28	Gy	53,43	Reçoit	0,25
29	Soral	53,11	Reçoit	0,52
30	Confignon	53,09	Reçoit	1,60
31	Versoix	52,87	Reçoit	8,10
32	Thônex	52,20	Reçoit	7,30
33	Bardonnex	50,69	Reçoit	1,30
34	Chêne-Bourg	50,30	Reçoit	7,60
35	Perly-Certoux	48,27	Reçoit	1,60
36	Laconnex	45,32	Reçoit	0,55
37	Bernex	44,49	Reçoit	7,00
38	Puplinge	44,16	Reçoit	1,30
39	Dardagny	44,07	Reçoit	1,70
40	Collex-Bossy	43,60	Reçoit	1,20
41	Onex	42,79	Reçoit	18,10
42	Avusy	40,46	Reçoit	0,82
43	Aire-la-Ville	39,60	Reçoit	0,73
44	Avully	37,90	Reçoit	1,99
45	Chancy	37,58	Reçoit	1,80

Tableau: I. Caudullo;Source: République et canton de Genève

des contribuables aisés, car nous avons les impôts les plus élevés du canton, nous sommes la commune la plus excentrée et la déserte en transports publics n’est pas optimale. À cela s’ajoutent les nuisances des avions qui passent sur nos têtes», relève l’élue chancynois. Il regrette que le plan directeur cantonal ne permette pas de créer une zone artisanale ou industrielle sur son territoire afin d’attirer des entreprises.



«Nos communes ont extrêmement peu de tissu économique à part des agriculteurs et quelques commerces.»

Vincent Mottet
Maire d’Avully

Même constat d’impuissance du côté d’Avully: «Le territoire communal est composé de terres en zone agricole et en zone 4b protégée sur lesquelles on ne peut pas avoir de grande activité économique.»

Sauvée par la péréquation

Avully dispose également d’une zone 4b de développement sur laquelle des projets de logements sont gelés depuis plusieurs années en raison du Plan sectoriel de l’infrastructure aéronautique, qui interdit actuellement de bâtir des logements dans certaines zones particulièrement soumises aux nuisances sonores.

Les deux magistrats relèvent que la péréquation financière intercommunale représente 50% ou plus des revenus de leur budget annuel. Ils saluent le soutien des communes contributrices.

Les montants des contributeurs et bénéficiaires de la péréquation financière intercommunale ont également été dévoilés par le Canton. Ceux-ci s’élèvent à un total de 133 millions de francs.

Cologny est, sans surprise, la Commune qui participe le plus avec une somme de 24,56 millions de francs versés par année. Elle est suivie de Corsier (19,1 millions), Chêne-Bougeries (18,93 millions) et Plan-les-Ouates, qui contribue à hauteur de 18,27 millions.

Les Municipalités qui bénéficient le plus de cette solidarité (qui tient notamment compte du potentiel de revenus fiscaux que les Communes peuvent obtenir de leurs habitants respectifs) sont Genève avec 34,04 millions, Onex (18,09 millions), Chêne-Bourg (7,6 millions) et Bernex avec 7,02 millions.

Genève veut investir près de 40 millions de francs en France voisine

Mobilité transfrontalière Cet argent servira à réduire le flux de voitures entrant dans le canton grâce à des P+R. Un accord «historique», selon le Canton.

Emilien Ghidoni

Il y a un an et demi, Pierre Maudet annonçait sa volonté d'«exorciser le vote de 2014 sur les P+R», lors duquel la population genevoise avait refusé de financer la construction de parkings relais de l'autre côté de la frontière. Cette idée se concrétise ce jeudi, avec un accord visant à investir 39'500'000 francs chez nos voisins français, porté par le conseiller d'État et son nouveau collègue Nicolas Walder. Les communautés de l'autre côté de la frontière avanceront la même somme. Pour s'assurer de sa légitimité, le Conseil d'État souhaite faire voter les citoyens genevois sur ce projet de financement.

Cette dépense fait partie d'un accord plus large entre neuf collectivités territoriales des deux côtés de la frontière. Le texte prévoit qu'elles avancent ensemble près de 182 millions de francs (ou 192 millions d'euros) pour le développement de l'agglomération d'ici à 2032. Mais Genève ne dé-

pensera pas plus que la première enveloppe de 40 millions.

Revenons à la facture payée par le Canton. Que prévoit-elle? L'extension ou la création, d'abord, de P+R à travers le Grand Genève. Citons par exemple un doublement de la capacité du Park and Ride de la gare de Machilly d'ici à 2029, la création d'un P+R de grande capacité (400 places) à Nangy, un autre au carrefour du Bisou ou encore un quatrième sur la commune de Fillière. La plupart de ces projets seront réalisés entre 2027 et 2029.

Un investissement nécessaire

Ce n'est pas tout. L'accord prévoit également des mesures en faveur des transports en commun. En plus de la partie française des travaux du tram des Nations, ces millions serviront à financer la création d'un bus à haut niveau de service (BHNS) du côté d'Annemasse ou encore de réaménager la route départe-



Chaque jour, les pendulaires provenant de France forment d'importants bouchons. Lucien Fortunati

mentale entre Thonon-les-Bains et Genève pour prioriser les bus.

Une facture très salée, alors que le budget du Canton pour l'année prochaine plonge dans les chiffres rouges. La fin justifierait les moyens, selon les autorités genevoises. En effet, le Grand Genève connaît une croissance démographique parmi les plus rapides d'Europe. Elle s'accom-

pagne d'un flux toujours plus important de voitures entrant dans le canton chaque matin.

Deux millions de perdus par an

«Ces dépenses sont nécessaires pour s'assurer de notre prospérité», plaide Nicolas Walder, conseiller d'État en charge du territoire. Le Canton de Genève

est conscient de son rôle moteur dans l'agglomération et a donc décidé d'avancer une nouvelle contribution.»

Pour son collègue Pierre Maudet, cette facture de 40 millions est bien moindre par rapport à ce que le manque d'infrastructures coûte au Canton. Il estime que le refus des Genevois en 2014 de financer des P+R en France coûte 2 millions de francs par an. Pour ce calcul, il prend en compte les effets sur la santé de la circulation automobile, mais aussi le temps perdu dans les bouchons. «Le coût des opportunités économiques perdues est d'environ 24 millions», ajoute-t-il.

Au-delà de ce manque à gagner, l'investissement de 40 millions se justifie par la cohérence territoriale qu'il apporterait. «La mobilité est le premier levier social, estime Pierre Maudet. En favorisant les transports en commun, nous offrons une meilleure qualité de vie à l'ensemble des habitants du Grand Genève. Le problème des bouchons et du

trafic aux petites douanes affecte autant les villages français que suisses.»

Référendum en vue à Genève

Comme un projet similaire a été refusé en 2014, le Conseil d'État propose que ce texte de loi soit automatiquement soumis à un référendum après son vote par le Grand Conseil. Les citoyens devraient voter là-dessus d'ici à la fin 2026 ou début 2027. Et s'ils refusent l'enveloppe? «Nous n'allons pas nous voiler la face. En cas de rejet de ce projet, cela mettra un coup d'arrêt d'une douzaine d'années au développement de la mobilité transfrontalière», assène le magistrat en charge de la mobilité.

Son collègue Nicolas Walder ajoute: «Il faudra faire preuve de pédagogie, pour montrer que tout le monde profitera de ces investissements. Nous pensons que la population a compris, depuis 2014, l'importance des liens avec la France voisine.»

Les droits de douane affaiblissent l'industrie genevoise exportatrice

GUERRE COMMERCIALE. Près d'un tiers des entreprises industrielles du canton déclarent une baisse de leurs marges, contre 21% dans les services, selon la CCIG.

Laure Wagner

La politique tarifaire de Donald Trump pèse sur les entreprises genevoises. L'industrie figure en tête des secteurs les plus exposés, selon l'enquête conjoncturelle de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) publiée mercredi. Menée entre le 28 août et le 4 octobre 2025 auprès de 321 entreprises représentant plus de 20.000 emplois, elle fait état d'une économie encore stable mais confrontée à une dégradation des marges, des commandes et des investissements».

Entre-temps toutefois, Berne et Washington ont annoncé

un accord de principe visant à ramener les taxes douanières de 39% à 15%. «Les droits de douane ont été un coup de massue, mais aussi un révélateur», commente Vincent Subilia. Pour le directeur de la CCIG, la vraie difficulté réside dans un contexte géopolitique instable. «Sans visibilité, les entreprises limitent leurs investissements, qui sont en fort repli, et ajustent l'emploi, qui stagne voire se contracte», déplore-t-il. Le Genevois rappelle également que tant que l'accord n'est pas entré en vigueur, les entreprises restent soumises au taux de 39%.

Pour les exportateurs, la hausse des «tarifs» américains

entraîne une contraction des marges et une réduction des débouchés, explique la CCIG. Près d'un tiers des entreprises industrielles du canton signalent une baisse de leurs marges, contre 21% dans les services. Tandis que moins d'un tiers déclarent investir ou prévoir de le faire.

Recul du volume d'investissement

Le nombre d'entreprises prêtes à investir ne change pas, mais le volume total recule de 22%. Dans ce contexte, 14% des industriels anticipent une situation «mauvaise» dans les prochains mois, contre seulement 3% dans les services. Et

23% de l'ensemble des entreprises jugent les marges d'auto-financement «mauvaises ou médiocres».

Les tendances observées dans le canton font écho au baromètre de Swissmechanic pour l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM) également publié mercredi. Environ la moitié des PME de la branche signalent une baisse de leur chiffre d'affaires et de leurs carnets. Et un quart indiquent qu'elles doivent reporter des investissements faute de fonds propres. La demande reste faible, le franc fort réduit la compétitivité et les droits de douane américains pèsent

sur les prix et les commandes, souligne l'association faîtière. L'impact des taxes douanières et de la conjoncture internationale concerne l'ensemble des cantons romands, mais Genève apparaît plus exposé en raison de son orientation exportatrice, au même titre que Neuchâtel et le Jura, comme le rappelait l'étude des banques cantonales sur le PIB romand publiée en octobre. «Genève reste une économie de services à 80%», nuance toutefois Vincent Subilia, en précisant que l'exposition au marché américain est moins importante à Genève au regard des deux autres cantons.■

Swiss politicians decry 'gold bar' diplomacy

Backlash grows over role of executives who gave Trump gifts before tariffs were cut

Financial Times Europe

28 nov. 2025

MERCEDES RUEHL — ZURICH

Swiss euphoria at securing lower US trade tariffs has given way to a backlash over “oligarch diplomacy” and the role executives played from companies including Rolex and Richemont.

An outline agreement Washington and Bern announced this month would reduce average US levies on Swiss industrial exports from 39 per cent to 15 per cent. Swiss officials lauded the pact as a significant achievement after months of lengthy negotiations and at times deadlock with the White House.

However, the manner in which the deal was reached has drawn criticism at home that may delay the political process needed to conclude the full agreement and could threaten its ratification.

The agreement on the broad terms of a tariff deal followed a visit to the White House by top executives from watchmaker Rolex, Cartier owner Richemont, commodity trader Mercuria, private equity firm Partners Group, shipping company MSC and refiner MKS PAMP.

The executives met President Donald Trump and gave him a specially engraved gold bar and a Rolex clock as they sought to impress upon the president the damage the 39 per cent tariffs, the highest on any developed economy, were wreaking on the European nation.

The president of Switzerland’s Green party, Lisa Mazzone, called the deal a “poisoned chalice” and said her country obtained the concessions through “dubious methods and golden handouts”. The Greens argue the pact sacrifices Swiss agriculture by opening up the heavily protected sector to imports of US products such as beef.

Samuel Bendahan, co-president of the Social Democrats parliamentary group, said it was unacceptable that foreign and economic policy was “negotiated by billionaires and CEOs of corporations in secret meetings”. Local press described the so-called gold bar diplomacy as “unseemly” and warned of an “oligarch takeover”. The rightwing People’s party has been more supportive of the deal. Other media characterised the economic diplomacy as pragmatic.

Benjamin Mühlemann, co-president of the centrist pro-business FDP, said while the party had concerns about concessions given to the US, “the fact that politics and business have worked hand in hand to reach such an agreement is fundamentally positive”.

Criticism has also emerged over how much information on the political negotiations was shared with the businessmen. “There is a sense from some in Switzerland that this was

very close to corruption,” said Daniel Woker, a former Swiss ambassador. “I am not sure it shows Switzerland at its best. It shows wheeling and dealing but that is not how we like to think of ourselves as a pillar of well-organised, lawful international relations.”

David Bach, president and political economy expert at the IMD business school in Lausanne, said: “It was the gold and the Rolex — and the photo. There is discomfort with the optics of giving opulent offerings like that very publicly in a country which generally values being more understated and humble on the international stage.”

The government needs a mandate from parliament to start formal negotiations with the US; any deal negotiated with Washington would then be subject to votes in both chambers of parliament. It could also end up being put to a nationwide referendum.

Even in the best-case scenario, the agreement might not reach parliament until late 2026, though the tariff rate of 15 per cent will take effect in the meantime pending ratification.

Bern had been eager to secure an accord after the EU and UK clinched early deals. Swiss negotiators, led by president and finance minister Karin Keller-Sutter, believed they were close to a compromise over the summer that would have led to duties of about 10 per cent, only for the White House to impose a 39 per cent tariff in August.

With Switzerland having abolished its own industrial tariffs, and the US its largest export market for watches, chocolate and machinery, Trump pointed to the roughly \$39bn US trade deficit as justification for the higher levy.

Some in Bern pushed for more private sector involvement, suggesting recruiting figures such as Swiss president of Fifa Gianni Infantino, who has friendly ties to Trump.

“They were damned if they did and damned if they didn’t,” said one government official. “Before this everyone wanted the private sector to help with the situation. I think the real problem was the government communication could have been better with the public.”

Swiss economy minister Guy Parmelin, who took over negotiations from Keller-Sutter, has rejected criticisms of the deal, saying it was the “best we could achieve” and “we haven’t sold our souls to the devil”. Alfred Gantner, the cofounder of Partners Group who was present at the White House meeting, said public-private collaboration delivered “a dearly needed resolution”.

MKS PAMP chief commercial officer Omar Liess said: “Collaboration between the public and private sectors isn’t unique to Switzerland; it’s an approach that regularly yields excellent results when done well.”

Rolex declined to comment, while Mercuria, Richemont and MSC did not respond to requests for comment.

The economy ministry said the executives’ visit was a “private initiative” supported by the State Secretariat for Economic Affairs (SECO) “but took place independently of the Fed-

eral Council. At their request, business executives received a general briefing from SECO prior to the meeting on the status of the discussions, although no details were disclosed," it said.

Auch grosse Vermögen währen nicht ewig

In der Schweiz sind 60 Prozent der 300 Reichsten Erben – oft schrumpft der Besitz aber über die Generationen



Reichtum kann im schlimmsten Fall in Kürze verpuffen, oder die Besitztümer gehen schrittchenweise zurück.

GRANT FAINT / GETTY

MICHAEL FERBER

Auf der Liste der 300 Reichsten in der Schweiz finden sich Jahr für Jahr altbekannte Gesichter – doch es gibt auch eine gewisse Fluktuation. Anscheinend gelingt es auch den Wohlhabenden und ihren Familien mal besser und mal weniger gut, ihren Reichtum zu bewahren.

«Die erste Generation schafft Vermögen, die zweite verwaltet es, die dritte studiert Kunstgeschichte, und die vierte verkommt», lautet dazu ein Bonmot, das dem ehemaligen deutschen Reichskanzler Otto von Bismarck zugeschrieben wird. Dieses Phänomen ist auch in der Schweiz zu beobachten, obwohl das Ausmass der Veränderungen in der vom Wirtschaftsmagazin «Bilanz» publizierten Liste der 300 Reichsten in den vergangenen Jahren abgenommen hat. Dies ist eines der Ergebnisse einer im vergangenen Jahr veröffentlichten Untersuchung der Forscher Isabel Martínez und Enea Baselgia. Sie haben dabei unter anderem die Zusammensetzung der Liste der 300 Reichsten analysiert.

Von den Personen und Familien, die im Jahr 2000 in der Liste genannt waren, standen fünf Jahre später noch

70 Prozent darauf. Im Jahr 2020 war dieser Anteil gestiegen: Damals waren noch 82 Prozent der Personen auf der Liste, die bereits fünf Jahre davor darauf zu finden waren.

Fluktuationen sind die Regel

Baselgia, Dozent am Departement Management, Technologie und Ökonomie der ETH Zürich, weist zudem darauf hin, dass sich viele der Reichsten in der Schweiz ihren Wohlstand nicht selbst erarbeitet hätten – zumindest grosse Teile des Geldes nicht. «Der Anteil der Erben unter den 300 Reichsten in der Schweiz liegt bei rund 60 Prozent», sagt er. Dies sei etwa doppelt so viel wie in den USA, wo die Fluktuation unter den Wohlhabendsten deutlich grösser sei. Derzeit zählten beispielsweise viele Unternehmer aus dem Technologiesektor zu den reichsten Amerikanern. Die Reichsten der Schweiz seien im Vergleich zu den USA hingegen eher ein Spiegel der «Erbengesellschaft». In diesem Jahr dürften hierzulande schätzungsweise rund 100 Milliarden Franken vererbt werden.

Auf längere Sicht gibt es allerdings auch in der Schweizer Liste der 300

Reichsten deutliche Veränderungen. Im Zeitraum von 2000 bis 2024 standen insgesamt 681 unterschiedliche Personen oder Familien auf der Liste der 300 Reichsten in der Schweiz, wie eine Auswertung des Vermögensverwalters Index-Investor ergeben hat. «Die Vorstellung eines unveränderlichen Kreises von Superreichen in der Schweiz ist folglich eine Illusion», sagt Philipp Ochsner, Gründer des Vermögensverwalters. Es handle sich nicht um eine langfristig stabile Gruppe.

Von den ursprünglichen 300 Reichsten des Jahres 2000 seien im Jahr 2024 nur noch 129 Personen, Familien oder deren Nachkommen auf der Liste vertreten gewesen. Auch Baselgia hält diese Zahlen angesichts der langen Zeitspanne von 24 Jahren für durchaus plausibel. «Diese Fluktuation zeigt, dass grosser Wohlstand nicht unbedingt ein Dauerzustand ist», sagt Ochsner. Von den ursprünglichen 300 Reichsten aus dem Jahr 2000 hätten 83 ihr Vermögen real – also mit Einberechnung der Inflation – erhalten.

«Dies zeigt, dass der unternehmerische Erfolg, der diese Familien einst auf die Liste brachte, langfristig oft nicht im gleichen Ausmass fortgeschrieben

werden kann», sagt Ochsner. Der Erhalt grosser Vermögen sei deutlich anspruchsvoller, als viele dächten.

Laut Daniel Grunder, Fachanwalt SAV Erbrecht und Notar in Baar, sind die ganz grossen Vermögen in der «Bilanz»-Liste seit vielen Jahren vertreten, und dies dürfte auch so bleiben. Allerdings geht er davon aus, dass sich innerhalb von mehreren Generationen die Vermögen wieder etwas angleichen, selbst wenn viel Geld vererbt wurde.

«Etwas differenzieren würde ich dabei, um welche Arten von Vermögen es sich handelt», sagt Grunder. Am schnellsten könnten Familienunternehmen «heruntergewirtschaftet» werden. Gebe der Patron sein Unternehmen in der Familie weiter und sei die Nachfolge nicht bestens geeignet, könne das Vermögen rasch schrumpfen. Weniger schnell gehe dies bei reinen Immobilienvermögen oder Wertschriftenportfolios. Aber auch hier komme immer einmal wieder eine Generation an die Reihe, die wohlhabend aufgewachsen sei und nicht gelernt habe, mit Geld und Vermögen umzugehen.

Im Schlaf zu mehr Geld

Mit Finanzwissen und kompetenten Entscheiden bei der Geldanlage liessen sich indessen in den vergangenen Jahren gute Renditen erzielen. Dies zeigt auch die Analyse von Index-Investor, wonach das Gesamtvermögen der 300 Reichsten in der Schweiz im Zeitraum der Jahre 2000 bis 2024 von 420 auf 834 Milliarden Franken gestiegen ist. Gerade mit Anlagen in Aktien und Immobilien verdiente man in den vergangenen Jahren gutes Geld. Aus Sicht von Jorge Frey, Senior Partner bei Marcuard Family Office und Buchautor, legen die vermögenden Investoren oftmals mit Bedacht an.

Frey sieht auch gewisse Gefahren in den Entwicklungen der vergangenen Jahre. Wer das Kapital für sich habe arbeiten lassen, habe unter Umständen mehr verdient als diejenigen, die arbeiteten und kein Geld anlegten, sagt er. Diese Entwicklung sei im Auge zu behalten. Gerade bei vielen Jüngeren mache sich beispielsweise Frustration breit, wenn sie sich kein Wohneigentum leisten könnten, während gleichzeitig Immobilienbesitzer quasi im Schlaf immer reicher würden.

Folglich geht Frey davon aus, dass das Thema Besteuerung von Erbschaften auch nach der Abstimmung über die Erbschaftssteuerinitiative der Juso diesen Sonntag aktuell bleiben wird. Die nächsten Initiativen in dieser Rich-

tung, «hoffentlich konstruktiver als die aktuelle», dürften nur eine Frage der Zeit sein, sagt er.

Dabei ist indessen zu beachten, dass das Eigentumsrecht in der Schweizer Verfassung garantiert ist und dass der Fiskus bereits Vermögenssteuern einnimmt. «Wenn wir weiterhin Top-Unternehmer anziehen und halten wollen, die mit ihren Innovationen und Unternehmen wesentlich zur wirtschaftlichen Stärke und zu den Steuereinnahmen des Landes beitragen, braucht es langfristig vor allem verlässliche und attraktive Rahmenbedingungen», sagt Ochsner dazu.

Zudem gleichen sich, wie erwähnt, die Vermögen über die Generationen hinweg auch auf natürlichem Wege wieder an. Dafür, dass Vermögen über die Zeit hinweg schrumpfen oder gar verschwinden, gibt es mehrere Gründe.

■ **Zersplitterung von Vermögen:** Hat ein vermögender Erblasser mehrere Erben, so wird sein Vermögen nach seinem Tod aufgeteilt. Dies dürfte ein wichtiger Grund dafür sein, dass manche der Vermögen aus der «Bilanz»-Liste verschwunden sind, sagt Frey.

■ **Falsche Entscheide bei der Vermögensverwaltung:** Zudem ist es für viele Privatpersonen eine Herausforderung, grosse Summen anzulegen. Manche geraten dabei an Berater, die vor allem schauen, dass sie selbst gut verdienen, und die ihnen ungeeignete und teure Anlageprodukte empfehlen.

■ **Starke Konzentration:** Viele der Vermögen der Personen auf der Liste kommen aus einzelnen Unternehmen. Um diese über Jahrzehnte hinweg aufzubauen, war es nötig, konzentrierte Risiken einzugehen. Bei der Vermögensanlage kann es indessen hinderlich sein, wenn das Geld zu wenig auf verschiedene Töpfe verteilt ist. Entwickeln sich eine Branche und ein entsprechendes Unternehmen schlecht, schmilzt ein stark dort investiertes Vermögen rasch.

■ **Geld geht an gemeinnützige Institutionen:** Frey beobachtet zudem, dass ein wachsender Anteil von Vermögen an gemeinnützige Institutionen und Stiftungen vermacht wird.

■ **Zu starker Konsum:** Manche der Wohlhabenden scheinen auch schlicht über ihre Verhältnisse zu leben. Ochsner empfiehlt deshalb, klare Prinzipien für Entnahmen festzulegen – und ebenso, Erfahrung und Werte weiterzugeben, nicht nur das finanzielle Vermögen.

Des socialistes genevois accusent une émission de propagande illégale

Plainte à l'Ofcom Sponsorisée par la Chambre de commerce, «Parlons économie» donne des points de vue unilatéraux.

L'émission hebdomadaire «Parlons économie», sponsorisée par la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) sur Carac TV et Radio Lac, viole-t-elle la loi fédérale sur la radio et la télévision? C'est ce que vérifiera l'Office fédéral de la communication (Ofcom), saisie d'une plainte du député socialiste genevois Sylvain Thévoz.

L'élu reproche à ces chaînes de Media One Group d'enfreindre l'interdiction du sponsoring d'émissions politiques (art. 12) et de publicités politiques ou pour des votations populaires (art. 10).

Un communiqué de la Jeunesse socialiste genevoise, cosigné par Sylvain Thévoz, dénonce plus précisément l'édition du 6 novembre en partie consacrée à son initiative pour l'avenir en votation dimanche.

Six émissions

Sur le plateau, tout le monde est opposé à l'initiative: le responsable à la CCIG de la promotion économique et membre du comité directeur du PLR Mohamed Atiek, Estelle Grossman-Tanari (PLR), Karine Curti (Fondation pour l'attractivité de Genève) et le président des Vert'libéraux, Aurélien Barakat.

La JSS épingle cette «propagande illégale» et une infraction à la déontologie journalistique durant ce qui est «présenté comme un débat neutre». Sylvain Thévoz, lui, a transmis ses griefs à l'Ofcom. «Sous couvert d'un magazine économique, la CCIG et les partis bourgeois pourraient s'acheter illégalement des espaces de propagande», alerte-t-il.



L'émission du 6 novembre de «Parlons économie» était en partie consacrée à l'initiative pour l'avenir en votation ce dimanche. DR

«Nos médias ne bénéficient d'aucune subvention et ne sont pas tenus légalement de respecter une diversité d'opinions», réagit Alexandre de Raemy, directeur de Media One Group. «Cela dit, nous avons une charte éditoriale qui veut que nous donnions la parole à tout le monde concernant nos contenus journalistiques.»

Cela ne concernerait donc pas «Parlons économie», une émission «qui ne prétend pas offrir des débats contradictoires».

Selon le directeur, les articles 10 et 12 de la LRTV ne seraient pas violés, car «il n'y a pas de publicité et de financement directs relatifs à une votation. En outre, il y aurait un problème seulement si l'émission faite avec un partenaire était globalement consacrée à la politique, or il s'agit de quelques émissions occasionnelles qui abordent des sujets de votation.»

Ces sujets sont évoqués ponctuellement et uniquement quand la votation concerne l'économie,

ajoute Vincent Subilia, directeur général de la CCIG. C'est pourquoi il juge les prémisses posées par Sylvain Thévoz «erronées, voire diffamatoires».

«Beaux joueurs»

Vincent Subilia défend le «modèle participatif de l'émission qui a pour but de permettre aux entrepreneurs de faire connaître leur savoir-faire et de parler des enjeux économiques importants qui les concernent, dont l'initiative pour l'avenir». Il juge même ce modèle «souhaitable. En effet, les magazines économiques se font rares, et certains médias portent par ailleurs un regard défiant sur l'économie.»

«Nous sommes toutefois beaux joueurs», déclare Alexandre de Raemy. Après les remarques de la Jeunesse socialiste, nous avons organisé cette semaine un débat contradictoire sur leur initiative.» Contacté, l'Ofcom ne se prononce pas en l'état.

Rachad Armanios